

Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL  
de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012  
et de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014  
pour son établissement de COUDEKERQUE-BRANCHE**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement et notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement et notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 février 2020, complété le 10 décembre 2021 et le 27 janvier 2025 délivré à la société SOGETRA, pour l'exploitation d'un entrepôt logistique de stockage de matières combustibles et d'aérosols situé rue Joseph Flipo sur le territoire de la commune de COUDEKERQUE-BRANCHE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2025 portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL, dont le siège social est situé au 7 allée de l'Arche à 92400 COURBEVOIE, pour l'exploitation d'un entrepôt logistique de stockage de matières combustibles et d'aérosols situé rue Joseph Flipo sur le territoire de la commune de COUDEKERQUE-BRANCHE ;

Vu le courrier d'engagement relatif à la demande de changement d'exploitant transmis à la préfecture du Nord le 24 octobre 2025 et notamment son point 3 ;

Vu le rapport du 6 mars 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 6 mars 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 6 mars 2026 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 26 janvier 2026, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté les faits suivants :
  - l'absence de document attestant de la constitution de garanties financières conformément aux engagements de l'exploitant par courrier transmis du 24 octobre 2025 susvisé ;
  - l'ensemble du système documentaire présenté (hors champ de la politique de prévention des accidents majeurs) n'est pas décliné sous l'organisation de la société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL ;
  - l'absence de procédures correspondant à l'ensemble des items prévus par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ;
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions :
  - de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé ;
  - de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ;
3. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la gestion de la sécurité au sein d'un établissement industriel pouvant présenter des impacts sur les tiers en cas d'accident majeur ;
4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 précité et les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au 7 allée de l'Arche à 92400 COURBEVOIE, exploitant un entrepôt logistique de matières combustibles et d'aérosols située rue Joseph Flipo sur le territoire de la commune de COUDEKERQUE-BRANCHE, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

### Article 2 – Acte de cautionnement

**Dans un délai d'un mois** suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de transmettre un acte de cautionnement conforme aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

### Article 3 – Système de gestion de la sécurité

**Dans un délai de 3 mois** suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé qui prévoit notamment que : « *Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté* ».

### Article 4 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 5 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 6 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de COUDEKERQUE-BRANCHE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de COUDEKERQUE-BRANCHE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 20 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

